

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 novembre 2023
(Convocation du 23 novembre 2023)

Aujourd'hui, le 30 novembre 2023 à 15h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

| | |
|--|---|
| Conseillers en exercice | |
| • Nombre | 8 |
| • Voix | 8 |
| Présents | |
| • Nombre | 3 |
| • Voix | 3 |
| Pouvoirs | |
| • Nombre | 0 |
| • Voix | 0 |
| Majorité simple selon article 15.2 des statuts | |

| | |
|---------------------------|---|
| Suffrages exprimés | |
| Pour | |
| • Nombre | 3 |
| • Voix | 3 |
| Contre | |
| • Nombre | 0 |
| • Voix | 0 |
| Abstention | |
| • Nombre | 0 |
| • Voix | 0 |

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, M. Paul Carrère, M. Bernard Pouban

Étaient excusés :

Mme Céline Salles, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Conventions - Administration finances - Convention de mise à disposition de moyens auprès de l'organisme unique Irrigadour

Exposé des motifs :

Il est rappelé que par délibération n°69/2019 en date du 25 septembre 2019, le comité syndical s'est prononcé favorablement pour une mise à disposition auprès de l'organisme unique Irrigadour de moyens dans les domaines administratifs et financiers moyennant remboursement. Cette mutualisation constitue un moyen de rationaliser et optimiser les ressources et compétences existantes au sein de l'EPTB en les mettant à disposition des acteurs du territoire. En outre cela constitue un outil alliant complémentarité fonctionnelle, efficience et économies budgétaires.

Cette mutualisation concerne les fonctions supports en matière d'assistance technique, administrative, juridique et financière étendue aux fonctions de la paye des agents de l'OUGC.

Après 7 ans de conventionnement, cette mise à disposition de services répond parfaitement aux objectifs de mutualisation tant sur le plan de rationalisation des coûts de fonctionnement que sur le plan technico-administratif.

Cette convention arrivant à échéance le 31 décembre 2023, il convient aujourd'hui de la renouveler selon les mêmes principes et conditions.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.5111-1,

Vu les statuts en vigueur de l'Institution Adour et ceux de l'OUGC Irrigadour,

Vu le projet de convention de mise à disposition de moyens de l'Institution Adour vers l'OUGC Irrigadour, joint à la présente délibération,

Considérant l'arrivée à échéance de la présente convention et la volonté conjointe des deux structures de poursuivre la mise à disposition,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les termes de la convention pour la mise à disposition de moyens entre l'Institution Adour et l'OUGC Irrigadour pour une durée de 5 ans,
- d'autoriser la vice-présidente à signer la convention telle qu'annexée et l'ensemble des documents afférant à cette mise à disposition,

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 30 novembre 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 07/12/2023

Reçu en préfecture le 07/12/2023

Publié le

ID : 040-254002264-20231130-231130H1965H1-DE



irrigadour
gestion de l'eau pour
l'irrigation agricole

CONVENTION

Mise à disposition de moyens entre l'Institution Adour et
IRRIGADOUR



Entre d'une part,

Le syndicat mixte dénommé « INSTITUTION ADOUR », identifié au répertoire Sirene sous le numéro SIRET 254 002 264 00060, organisme de droit public doté de la personnalité morale, dont le siège social est à Mont-de-Marsan (40025) 38 rue Victor Hugo, représenté par sa vice-présidente, Céline Salles, habilitée à signer la présente convention par délibération n°2023_B_67 en date du 30 novembre 2023,

Ci-après dénommé : **l'INSTITUTION ADOUR**

Et d'autre part,

Le syndicat mixte dénommé « IRRIGADOUR » constitué le 18 décembre 2012 en vue de déposer sa candidature en tant qu'Organisme Unique de gestion collective de l'eau d'irrigation à usage agricole sur le bassin de l'Adour, désigné en tant qu'Organisme Unique par arrêté interpréfectoral le 29 juillet 2013, identifié au répertoire Sirene sous le numéro SIRET 200 035 616 00016, organisme de droit public doté de la personnalité morale, dont le siège social est à Mont-de-Marsan (40005), Maison de l'Agriculture, 55 avenue Cronstadt, représenté par son président, Paul Carrère, habilité à signer la présente convention,

Ci-après dénommé : **le SYNDICAT**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.5111-1 ;

Vu les statuts de l'Institution Adour et ceux du Syndicat;

Vu les dispositions prévues dans les articles 9 des statuts et 4.3 du règlement intérieur du Syndicat, les membres d'IRRIGADOUR peuvent mettre à disposition du syndicat leurs services par l'établissement de conventions entre les parties ;

Considérant que la mise à disposition de service constitue un moyen de rationaliser et optimiser les ressources et compétences existantes au sein de l'EPTB en les mettant à disposition des acteurs du territoire. De plus cela constitue un outil alliant complémentarité fonctionnelle, efficience et économies budgétaires,

Considérant que l'ensemble des fonctions de secrétariat prennent de l'ampleur depuis l'appel à projet sur les économies d'eau (porté par l'OUGC pour le compte des chambres d'agriculture et l'Institution Adour), les besoins en temps de mise à disposition progressent et nécessitent une nouvelle organisation venant compléter celle déjà en place sur les aspects juridiques et techniques.

Il est convenu ce qui suit :





Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet, dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services, de fixer les engagements réciproques des parties permettant au SYNDICAT d'exercer ses missions.

Article 2. Mise à disposition de locaux et de matériels par l'Institution Adour

Pour permettre au SYNDICAT de poursuivre ses objectifs, l'INSTITUTION ADOUR met à disposition du SYNDICAT une salle de réunion équipée d'un système de visio conférence sis au siège de l'INSTITUTION ADOUR, 38 rue Victor Hugo à Mont-de-Marsan.

Article 3. Mise à disposition de moyens humains par l'Institution Adour

L'INSTITUTION ADOUR met à la disposition du SYNDICAT les moyens humains nécessaires à son bon fonctionnement.

Cette mise à disposition doit permettre :

- d'une part une mutualisation des aspects juridiques et techniques avec la contribution de l'équipe de direction de l'Institution Adour et du service Eau
- d'autre part une mutualisation des fonctions supports en matière de comptabilité et gestion du personnel,

Cette mise à disposition concerne le DGS ainsi que les agents de l'INSTITUTION ADOUR employés au service eau et au service administratif et financier travaillant pour le compte du SYNDICAT :

- Appui directionnel,
- Gestion des ressources humaines,
- Gestion financière
- Commande publique
- Veille juridique.

Article 4. Mise à disposition de logiciels et autres plateformes par l'Institution Adour

Afin de poursuivre ses objectifs, le SYNDICAT devra se doter de ses propres logiciels et certificats de signatures électroniques nécessaires au fonctionnement de ces logiciels.

Concernant la gestion des ressources humaines et l'élaboration de la paye le SYNDICAT devra se doter du logiciel AFI.

De plus pour bénéficier des services de maintenance inhérents aux outils précités, il devra adhérer à l'Agence landaise pour l'informatique (ALPI).

Article 5. Destination des locaux et matériels mis à disposition

Les locaux, matériels et logiciels, objets de la présente convention de mise à disposition, seront utilisés par le SYNDICAT à usage exclusif pour la réalisation des activités relevant de ses compétences.

Article 6. Responsabilités - Assurances

Chaque collectivité et établissement public restera responsable, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans le cadre de l'exercice de ses compétences.





Chaque initiative ou décision à prendre par chacune des structures relèvera des autorités et organes qui leur sont propres.

Le SYNDICAT s'engage à souscrire un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile.

De son côté, l'INSTITUTION ADOUR s'engage à souscrire tout contrat d'assurance garantissant les locaux et matériels mis à disposition du SYNDICAT contre tout risque d'incendie, d'explosion, de vol, de foudre, de bris de glace et de dégâts des eaux. Elle s'engage à ne pas se retourner contre le SYNDICAT au cas où de tels accidents se produiraient.

Article 7. Impôts et taxes

Les impôts et taxes de toute nature relatifs aux locaux mis à disposition seront supportés par l'INSTITUTION ADOUR.

Les impôts et taxes de toute nature relatifs à l'activité exercée par le SYNDICAT seront supportés par ce dernier.

Article 8. Modalités financières

Les agents mis à disposition percevront la rémunération correspondant à leur grade par la structure employeur principal.

Le SYNDICAT remboursera à l'INSTITUTION ADOUR les frais engendrés par la mise à disposition des locaux et des moyens selon l'annexe financière jointe.

Ces remboursements seront effectués à la fin de chaque année sous forme d'appel à contribution.

L'annexe financière de la présente convention fera l'objet d'une actualisation annuelle.

Article 9. Obligations générales du Syndicat

La présente mise à disposition de moyens est consentie à la condition que le SYNDICAT exerce personnellement et de façon continue son activité dans les locaux mis à disposition et suivant la destination prévue.

Article 10. Durée de la convention

La présente convention couvre la période allant du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2028.

A son expiration et à défaut de congé donné par l'une ou l'autre des parties au moins six mois à l'avance, la mise à disposition sera reconduite automatiquement pour une durée de deux ans.

Au total la mise à disposition ne pourra pas excéder sept ans dans le cadre de la présente convention.

Article 11. Résiliation anticipée

Le SYNDICAT pourra notifier à tout moment à l'INSTITUTION ADOUR son intention de quitter les locaux mis à disposition en respectant un préavis de six mois.

Il en est de même pour l'INSTITUTION ADOUR.

Dans tous les cas, les parties ne peuvent pas prétendre à une indemnisation.

Tout congé donné par l'une ou l'autre des parties devra être notifié par lettre recommandée avec demande d'accusée de réception.





Article 12. Litiges

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Pau.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher au préalable une solution amiable au litige.

Article 13. Modifications

Les modifications à la présente convention feront l'objet d'un avenant.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Pour l'Institution Adour
La Vice-Présidente,

Pour Irrigadour
Le Président,

Céline Salles

Paul Carrère

Liste des pièces jointes :

- Annexe : annexe financière





Mise à disposition de moyens entre l'INSTITUTION ADOUR et IRRIGADOUR

ANNEXE FINANCIÈRE

MISE A DISPOSITION 20XX

| MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET DE MATERIELS | | prix/an |
|--|--|----------|
| Salle de réunion visio conférence | | |
| MISE A DISPOSITION DE MOYENS HUMAINS POUR LES MISSIONS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIVES | | prix/an |
| Environ 45 jours sur la base d'un coût forfaitaire de 350 € jours | Animation de la vie syndicale | 15 750 € |
| | Gestion des ressources humaines | |
| | Appui à la gestion financière | |
| | Appui à la commande publique | |
| | Veille juridique | |
| MISE A DISPOSITION DE MOYENS HUMAINS POUR LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | | prix/an |
| Environ 12 jours sur la base d'un coût forfaitaire de 200 € jours | Gestion des ressources humaines | 2 400€ |
| | Paramétrage, utilisation et maintenance du logiciel AFI pour établissement de 2 payes salariés | |
| Conformément à l'article 8 de la présente convention IRRIGADOUR remboursera, pour l'année 20XX, à l'Institution Adour le montant annuel de : | | 18 150 € |

Céline Salles
Vice-Présidente de l'Institution Adour

